

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

MESURES PRISES PAR LE JAPON POUR LUTTER CONTRE LES ATTEINTES TRANSFRONTIÈRES AU DROIT D'AUTEUR ET NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE

*Contribution établie par Mme Yuka Igarashi, cheffe de service auprès du Bureau du droit d'auteur du Japon, Agence des affaires culturelles, Gouvernement du Japon, Tokyo (Japon)**

RÉSUMÉ

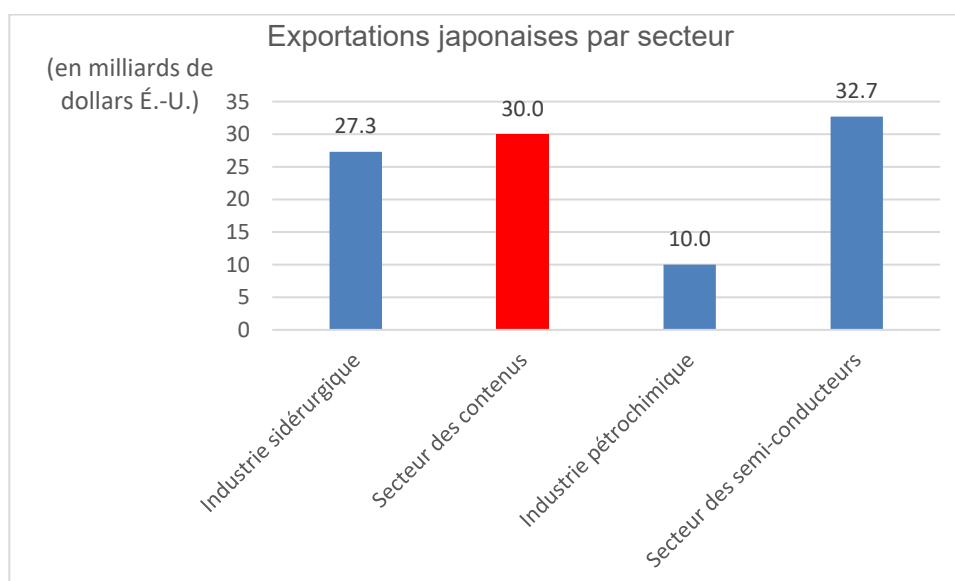
Le contenu japonais, très populaire dans le monde entier, subit un préjudice considérable du fait du piratage, avec 100 milliards de consultations par mois rien que sur les principaux sites de piratage. Le Gouvernement du Japon déploie donc des efforts concertés à travers ses différents ministères pour remédier à cette situation, notamment en élaborant un plan global de lutte contre le piratage. La présente contribution offre un aperçu des pertes subies par l'industrie du contenu au Japon en raison du piratage, qui se répand à l'échelle mondiale, ainsi que des mesures prises par le Bureau du droit d'auteur du Japon pour lutter contre le piratage en ligne. Elle met en évidence les difficultés liées à la lutte contre les atteintes transfrontières au droit d'auteur, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteure et pas nécessairement celles du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. DOMMAGES CAUSÉS PAR LE PIRATAGE DE CONTENUS JAPONAIS

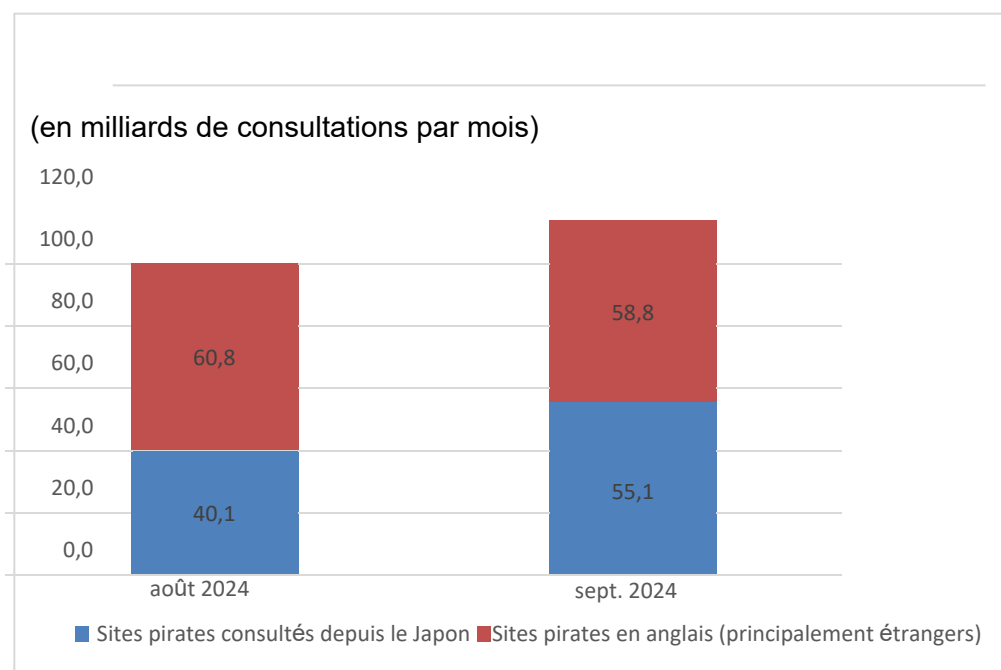
1. Portée par sa popularité à l'étranger, l'industrie japonaise du contenu est devenue l'un des principaux secteurs d'activité. Avec des exportations s'élevant à quelque 30 milliards de dollars É.-U., le secteur des contenus au Japon se place au même niveau que les secteurs de l'acier (27,3 milliards de dollars É.-U.) et des semi-conducteurs (32,7 milliards de dollars É.-U.), selon les chiffres fournis par le Bureau du Cabinet du Japon. Cependant, la demande croissante pour ce type de contenu à l'étranger a fait du piratage en ligne un problème majeur. Plus de 1 000 sites Web proposent des publications pirates, notamment des mangas. Selon une étude, il y aurait environ 2,85 milliards de consultations mensuelles dans le monde sur les sites pirates hébergeant des publications japonaises. La perte économique annuelle qui en résulte est estimée à 55,2 milliards de dollars É.-U.

2. Les sites pirates en anglais représentent 62% du trafic illicite total, mais on trouve également des sites pirates en japonais, en espagnol, en russe et dans d'autres langues. De plus, les sites Web en anglais reçoivent des visiteurs du monde entier (Asie, Amérique du Nord, etc.), ce qui rend urgente la mise en place de contre-mesures. Ces dernières années, le nombre de sites Web étrangers dont les exploitants et les serveurs sont situés à l'étranger a augmenté, de sorte qu'il est de plus en plus difficile d'avoir une vision globale de l'ampleur du problème. De plus, étant donné que la lutte contre les atteintes au droit d'auteur, y compris les sanctions pénales à l'encontre de ces sites pirates basés à l'étranger, relève de la compétence de chaque pays, il est de plus en plus difficile pour les titulaires de droits de réagir efficacement par leurs propres moyens. Ces circonstances ont, dans certains cas, retardé l'application de contre-mesures.



Source : Bureau du Cabinet (2024). Disponible à l'adresse

https://www.kantei.go.jp/jp/singi/titeki2/contents_wg/dai4/sankou1.pdf (en japonais seulement).



Source : ABJ (2024). Nombre de consultations sur les 20 principaux sites pirates en japonais et en anglais

II. MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT DU JAPON

3. Au Japon, un ensemble complet de mesures de lutte contre le piratage sur Internet, piloté par le Bureau du Cabinet, a été élaboré en 2019. Alors que le gouvernement s'efforce de résoudre ce problème, chaque ministère et organisme a des responsabilités spécifiques. Le Bureau du droit d'auteur du Japon a notamment pris des mesures dans les trois domaines suivants :

- Création de vidéos et de supports pédagogiques visant à sensibiliser le public à l'importance de la protection du droit d'auteur au niveau national et international.
- Diffusion d'informations sur l'application du droit d'auteur, notamment grâce à des manuels sur les règles et réglementations locales, à un site Web que peuvent consulter les titulaires locaux de droits dont le droit d'auteur a fait l'objet d'atteintes sur Internet, ainsi qu'à un soutien juridique spécialisé.
- Organisation de consultations bilatérales dans le cadre de protocoles d'accord conclus avec plusieurs pays asiatiques et examen des dernières évolutions en matière de politique du droit d'auteur.

4. Ces mesures ont contribué à renforcer les capacités et, dans une certaine mesure, ont facilité la mise en œuvre du droit d'auteur par les titulaires de droits et les organisations privées, notamment par la fermeture de sites pirates transfrontières. Cependant, peu de résultats concrets ont été obtenus en matière d'application des droits à l'échelle internationale. C'est pourquoi trois nouvelles mesures ont été lancées au début de l'année 2025.

- Depuis janvier 2025, les organismes publics collaborent avec le secteur privé afin d'aider les créateurs individuels à faire valoir leurs droits. Au Japon, les titulaires de droits font rarement valoir leurs droits, en partie à cause du coût des frais juridiques, tels que les honoraires d'avocat. Cependant, le fait que les créateurs engagent des

poursuites contre les atteintes au droit d'auteur contribue à renforcer l'effet dissuasif contre de nouvelles atteintes. Lorsque des cas d'atteinte au droit d'auteur sont signalés à l'Agence des affaires culturelles, celle-ci collabore avec des organismes privés pour subventionner en partie les frais de justice, encourageant ainsi la défense individuelle des droits.

- Un cadre de coopération internationale a été mis en place pour lutter contre le piratage en ligne. Au-delà des relations existantes avec les bureaux du droit d'auteur d'autres pays, des mesures sont prises actuellement pour mettre en place une structure de coopération (consortium) regroupant les services chargés de l'application de la loi, tels que la police, ainsi que d'autres organisations concernées. La première conférence internationale sur les mesures de lutte contre le piratage s'est tenue en novembre 2025 à Tokyo, dans le cadre des efforts déployés pour atteindre cet objectif. Ce consortium a pour objectif de servir de plateforme de partage d'informations actualisées et d'expertise concernant les mesures de lutte contre le piratage en ligne et la protection des droits dans chaque pays, contribuant ainsi à une protection et à une application plus efficaces du droit d'auteur à l'échelle mondiale.
- L'intelligence artificielle est de plus en plus utilisée pour détecter et analyser les sites Web pirates. Les titulaires de droits, tels que les éditeurs et les sociétés détentrices de contenus, recensent généralement les sites Web pirates et les contenus pirates manuellement, moyennant une inspection visuelle ou des recherches par titre, et engagent des poursuites au cas par cas. Ces méthodes s'avèrent insuffisantes face au nombre croissant de ces sites Web et de contenus portant atteinte à un droit. Afin de dépasser cette approche très exigeante en main-d'œuvre, l'Agence des affaires culturelles a lancé un projet de validation qui utilise l'intelligence artificielle pour recenser les contenus pirates parmi d'énormes quantités d'informations en ligne et faciliter la protection des droits.

III. DIFFICULTÉS ET ORIENTATIONS FUTURES

5. Le Japon s'attaque au grave problème du piratage grâce à une collaboration entre les secteurs public et privé. Cependant, dès que des sites pirates sont fermés, ils réapparaissent rapidement sous d'autres adresses URL, sans qu'on puisse entrevoir la fin de ce phénomène. Les sites pirates peuvent générer des revenus publicitaires pour leurs exploitants, qui courent peu de risques de subir des pertes, puisqu'ils peuvent simplement fermer un site donné lorsqu'il est découvert. Le nombre de fermetures de sites Web et de demandes de retrait de contenus portant atteinte à des droits est élevé, mais il est tout aussi important de renforcer l'effet dissuasif en engageant des poursuites pénales à l'encontre des exploitants de sites pirates. Étant donné que les sites Web pirates opèrent au-delà des frontières nationales, le défi consistant à préserver un écosystème culturel et artistique sain revêt une dimension mondiale. Les mesures de lutte contre le piratage constituent un engagement à long terme qui ne peut produire de résultats immédiats; elles exigent un effort constant et soutenu.

6. Il est donc nécessaire d'élargir et d'approfondir les relations de coopération que le Japon a nouées cette année avec des gouvernements étrangers et des organisations privées. Il est à espérer que d'autres pays rejoindront le consortium, ce qui permettra de renforcer la collaboration internationale. Il est envisagé de mener, en collaboration avec les membres du consortium, des campagnes conjointes de sensibilisation et didactiques sur le droit d'auteur. Le Japon a l'intention d'étendre ces mesures afin d'encourager les internautes du monde entier à s'abstenir d'utiliser des contenus pirates en ligne.

7. Nous mettrons en œuvre des politiques intégrées qui combinent ces efforts du haut vers le bas, du stade de la prévention des atteintes au droit d'auteur à celui de la réponse à apporter en cas d'atteinte, et de la mise en place d'un cadre pour l'application des droits à l'application effective de ces derniers. Nous espérons que cette mesure contribuera à lutter efficacement contre les copies pirates.

IV. COLLABORATION FUTURE

8. Le Bureau du droit d'auteur du Japon poursuivra ses efforts pour mettre en place des mesures de lutte contre le piratage en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et d'autres États membres.

[Fin de la contribution]